



Le contrôle de constitutionnalité



1) Avant 1971

Ce n'était pas un instrument de protection des droits et libertés.

La Constitution de 1946 a instauré le **Comité constitutionnel** afin de contrôler la constitutionnalité des lois. Les lois devaient être conformes aux seules dispositions de la Constitution donc, pas à la DDHC. De plus, en cas d'inconstitutionnalité, ce n'est pas la loi qui était modifiée, mais la Constitution !



La Constitution de 1958 a instauré le **Conseil constitutionnel**. L'objectif du Conseil constitutionnel n'était pas de protéger les droits et libertés, mais seulement d'empêcher le Parlement d'empiéter sur les fonctions du gouvernement.

2) Après 1971

C'est avec la *décision du 16 juillet 1971 « liberté d'association »* que le Conseil constitutionnel s'érige en **gardien des droits et libertés**. En effet, par cette décision, il ajoute au bloc de constitutionnalité le préambule de la Constitution de 1958.

Actuellement le bloc de constitutionnalité comprend :

- La *Constitution de 1958*,
- Le *préambule de la Constitution de 1946* avec les « principes particulièrement nécessaires à notre temps » et les « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République »
- La *DDHC*
- Les principes à valeur constitutionnelle, dégagés par la jurisprudence du Conseil constitutionnel
- Les objectifs à valeur constitutionnelle, dégagés par la jurisprudence du Conseil constitutionnel
- La *Charte de l'environnement*.

Depuis la *réforme constitutionnelle de 2008*, le Conseil constitutionnel peut être saisi soit **a priori** (ce qui était le cas depuis 1958) soit, **a posteriori** via la **QPC** (question prioritaire de constitutionnalité).

Le Conseil constitutionnel peut donc **empêcher la promulgation** d'une loi ou **l'abroger** si elle est inconstitutionnelle ou alors, laisser la loi telle qu'elle, mais émettre une **réserve d'interprétation** afin qu'elle soit constitutionnelle. C'est-à-dire, que pour que la loi soit conforme au bloc de constitutionnalité, les juges devront l'interpréter de la manière dont le Conseil constitutionnel l'a indiqué dans sa décision.

La QPC subit un **double filtrage** (par le juge ordinaire puis par la Haute juridiction) avant d'être transmis au Conseil constitutionnel. La loi litigieuse doit être **applicable à l'espèce**, la QPC doit avoir un caractère **sérieux** et ne **pas avoir été posée auparavant**.



Le référé-liberté

Il a été instauré par une *loi du 30 juin 2000* créant l'article L521-2 du *Code de justice administrative*.

Lorsqu'un requérant estime qu'un acte administratif est contraire à une liberté fondamentale, il peut saisir le juge administratif via un référé-liberté. Mais pour cela, certaines conditions doivent être remplies :

- Contester un **acte administratif**
- Être dans une situation **d'urgence**
- Prouver une **atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale**.